# BULLETIN D'INFORMATION MENSUEL SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

COLLECTIF POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

JUILLET-AOÛT 2023

collectif DDH

# SITUATION DES DROITS HUMAINS EN TURQUIE EN JUILLET-AOÛT 2023


01 *PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES*

02 *TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS*

06 *RÉPRESSION DE GULENISTES*

07 *REPRESSION À l'EGARD DES KURDES*

08 *RÉPRESSION TRANSFRONTALIÈRE*

09 *RÉFUGIÉS ET MIGRANTS*

10 *DROITS DES FEMMES*

11 *IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE*

12 *LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS*

16 *LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION*

# PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé que la Turquie avait violé le droit à la vie en ne menant pas d'enquête effective sur la mort de Muharrem Ali Al en 2013 alors qu'il effectuait son service militaire obligatoire.

Le député de l'opposition Ömer Faruk Gergerlioğlu a rapporté qu'un total de 26 détenus sont morts dans les prisons turques au cours des six premiers mois de 2023. Gergerlioğlu a déclaré que 15 des détenus sont morts dans des circonstances suspectes.

Un prisonnier incarcéré à Antalya a été retrouvé mort en prison. Le prisonnier aurait été soigné à l'infirmerie de la prison mais n'aurait pas été transféré dans un hôpital.

Deux détenus de la prison d'Elazığ ont poignardé huit prisonniers politiques arrêtés ou condamnés pour affiliation au mouvement Gülen ou au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les assaillants se seraient identifiés comme des "hommes de l'État profond". L'une des victimes a été grièvement blessée lors de l'agression. L'incident survenant dans une prison de haute sécurité a suscité un tollé général et a été perçu comme une négligence délibérée menaçant la sécurité des prisonniers politiques.

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç porté disparu, ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées du gouvernement depuis 2016.

* Yusuf Bilge Tunç

# TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

L'Association des droits de l'homme (İHD) a publié un rapport qui révèle qu'au moins 10 789 violations des droits ont eu lieu dans 153 prisons dans 58 provinces à travers la Turquie en 2022.

Le député du Parti républicain du peuple (CHP), Sezgin Tanrıkulu publié un rapport indiquant qu'un total de 357 personnes auraient été maltraitées par la police turque en juin.

Ercan Yılmaz, coprésident de la branche de Diyarbakır de l'Association des droits de l'homme (IHD), a révélé que la libération d'au moins 271 prisonniers dans les prisons de Turquie est reportée par les décisions des comités d'administration et d'observation des prisons.

Il est allegué que les membres du Parti socialiste des opprimés (ESP), Mihriban Aslan et Hatice Özaslan, détenues à Antep, ont été soumises à une fouille à nu au département antiterroriste de la direction provinciale de la sécurité d'Antep.

## ***Conditions carcérales***

- **REFUS DE SOINS MEDICAUX**

L'administration d'une prison d'Antalya a empêché les détenus d'être référés à l'hôpital.

Une prison de Diyarbakır a refusé des soins médicaux à la détenue Halise Aksoy pour avoir refusé d'aller à l'hôpital menottée.

Une prison d'Izmir a entravé le traitement de la détenue malade Muhlise Karagüzel et lui a refusé les repas dont elle avait besoin en raison de son état.

Özge Özbek, une détenue malade incarcérée à Ankara qui a été hospitalisée après la détérioration de sa santé, a été ramenée en prison même si les médecins ont déclaré qu'elle avait un besoin urgent de subir une intervention chirurgicale.

Les détenus qui sont tombés malades dans une prison pour femmes à Izmir n'auraient pas été emmenés à l'infirmerie.

Une prison de Samsun a refusé l'hospitalisation d'Enes Bilgen pour avoir refusé une fouille buccale.

Aziz Yalçın, détenu atteint de la maladie de Crohn à Samsun, aurait été privé d'hospitalisation pendant deux mois.

# TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Une prison de Giresun aurait refusé l'hospitalisation de Yahya Güneş, détenu atteint de cancer.

Une prison d'Izmir a refusé des soins médicaux à la détenue malade Fatma Özbay.

Les autorités auraient maintenu en détention Şivakar Ataş, un prisonnier de 27 ans souffrant de maladies cardiaques, d'hypertension et d'une hernie discale, nécessitant une intervention chirurgicale.

Une prison d'Adana a refusé d'envoyer à l'hôpital des détenus refusant des fouilles buccales, restreignant arbitrairement leurs privilèges sociaux et culturels.

- **REFUS ARBITRAIRE DE LIBERATION CONDITIONNELLE**

Partout en Turquie, des autorités pénitentiaires chargées d'examiner les demandes de libération conditionnelle, les Conseils d'Administration et d'Observation, rejet le droit à la libération conditionnelle aux prisonniers politiques, alors que les autres détenus en bénéficient de plein droit :

- 6 mois de prolongation de la détention de Sait Gürkan, un prisonnier malade de la prison de type T d'Aksaray emprisonné depuis 30 ans, pour « manque de remords»,
- 6 mois de prolongation de la détention de Mehmet Hüseyin Öz, prisonnier de la prison de type H de Gaziantep, en raison d'un « risque élevé de récidive »,
- 12 mois de prolongation de la détention de poète İlhan Sami Çomak et ses avocats, après 29 ans de détention.

- **CONDITIONS INHUMAINES et PRIVATION ARBITRAIRE DES DROITS**

Il est allégué que les prisonniers de la prison de haute sécurité n° 1 de Diyarbakır ont été empêchés d'exercer leurs droits sociaux, culturels et sportifs, que les prisonniers ne recevaient pas les journaux qu'ils voulaient même s'il n'y avait pas d'ordre de rappel à leur encontre, que la nourriture donnée aux prisonniers n'était pas nutritive et hygiénique, et que les prix des produits vendus à la cantine de la prison étaient élevés.

Il est allégué qu'une prison d'Adana n'approvisionne pas régulièrement les détenus en eau.

Le personnel de la prison pour femmes à Diyarbakır a endommagé et confisqué des objets personnels de détenues lors des fouilles et réfèrent les détenues à l'hôpital tout en étant menottés.

Les gardes d'une prison d'Adana ont confisqué les stylos utilisés par le détenu Ahmet Erdem pour dessiner.

# TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Une prison d'Istanbul limite le nombre de livres que les prisonniers peuvent avoir et ne répond pas aux pétitions qui lui sont adressées.

Les groupes de défense des droits ont signalé un surpeuplement, un manque d'accès régulier à l'eau et le refus de soins médicaux aux détenus malades dans une prison d'Edirne.

Des rapports ont affirmé qu'une prison d'Adana fournissait aux détenus de l'eau insalubre.

Une prison de Kocaeli a imposé une sanction disciplinaire au détenu Resul Baltacı pour avoir tenté d'envoyer des photos à sa famille par l'intermédiaire d'un autre prisonnier qui était en train d'être libéré.

Une administration pénitentiaire à Kırıkkale a restreint les privilèges sportifs et sociaux des détenus. Les gardiens de la prison endommagent des objets personnels des détenues lors des fouilles.

Une prison pour femmes à İstanbul a restreint les droits de communication de cinq détenues pour avoir organisé un événement en mémoire des victimes d'un attentat terroriste en 2015.

Les gardiens de la prison de Mersin ont fouillé à nu la détenue Raziye Söner. L'administration pénitentiaire l'a également placée dans une cellule individuelle.

Une administration pénitentiaire de Mersin a confisqué des lettres écrites par des détenus pour informer les journalistes et les ONG des violations des droits dont ils ont été victimes, invoquant des raisons de sécurité.

Une prison pour femmes à Ağrı a envoyé plusieurs détenues dans des cellules individuelles à titre de sanction disciplinaire pour avoir chanté en kurde et exécuté une danse folklorique.

L'administration d'une prison à İzmir a refusé de livrer les vêtements envoyés aux détenus au motif qu'ils n'étaient pas conformes au règlement. Il est allégué également que les gardiens de la même prison pour femmes ont endommagé des objets personnels des détenues lors des fouilles de leurs cellules et que les privilèges des prisonniers politiques en matière d'appels vidéo ont été arbitrairement restreints.

Une prison d'Eskişehir a censuré mes mettre du détenu nommé Müslüm Koyun et a restreint les droits de visite de Koyun.

Plusieurs détenus d'une prison d'Istanbul signalent la présence de rats dans leurs cellules et le fait que l'administration pénitentiaire n'a pas tenu compte de leurs plaintes à ce sujet.

Il est allégué que les repas fournis aux détenus dans deux prisons de Yozgat sont inadéquats et non hygiéniques.

# TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

- **VIOLENCE INFLIGEE PAR LE PERSONNEL DE PRISON**

Burhan Barut, un détenu incarcéré à Antalya, a entamé une grève de la faim en alléguant qu'il avait été soumis à de graves tortures, notamment en étant ligoté.

Le personnel de la prison de Konya maltraite le détenu Vahdettin Erdem. Le 3 août, des rapports ont indiqué qu'Erdem avait été menacé verbalement par des gardiens de prison après que sa famille ait annoncé les mauvais traitements aux médias.

Les gardiens de la prison de Şırnak ont agressé physiquement le détenu Sinan Ülger.

## ***Violences des forces de l'ordre***

Des gendarmes de Tokat ont agressé physiquement Osman Kale pendant sa détention et ont détruit le téléphone d'une autre personne qui filmait l'incident. Ainsi, l'hôpital local a refusé de délivrer un rapport médical pour les blessures de Kale.

Mazlum Çelikan a annoncé qu'il avait été brièvement enlevé à Şanlıurfa par trois personnes qui l'ont emmené dans un endroit éloigné où il a été interrogé sous la torture et contraint de devenir un informateur pour les autorités.

La police d'Adana a agressé physiquement le député du Parti de la gauche verte (YSP), Perihan Koca, lors d'une intervention lors d'un événement de fierté.

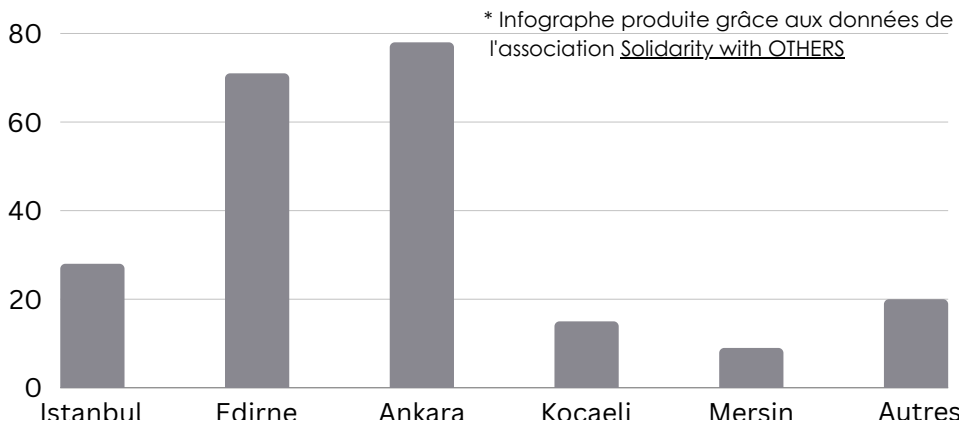
Haluk Özsoy, un militant détenu lors d'une manifestation écologiste à Muğla, a annoncé avoir été agressé physiquement et verbalement menacé par les gendarmes qui l'ont détenu.

**Plusieurs incidents ont été documentés :**

- Maltraitance par la police d'Aydın visant Gökhan Olgun,
- Agression physique visant deux personnes en détention par la police d'Ankara. L'une des victimes a subi une perforation du tympan tandis que l'autre aurait une côte cassée,
- Agression physique visant deux personnes en détention par deux policiers un civil à Cankaya Ankara,
- Actes de torture visant un villageois, Kerem Arvas, arrêté lors d'une opération militaire,
- Maltraitance visant 4 personnes à Hakkari par les soldats,
- Agression physique du journaliste local Serkan Çağlar sur un conflit de stationnement, par la police de Kars,
- Agression physique visant Zeki Gülyüz lors de son arrestation par la police d'Istanbul.

# RÉPRESSION ENVERS LES SYMPATISANTS DU MOUVEMENT GÜLEN

En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité.




Tout au long du mois , les procureurs ont ordonné la détention d'au moins **221** personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

La Fédération italienne des droits humains (FIDU) a publié un rapport exprimant sa préoccupation quant aux pratiques des procureurs dans les affaires liées au terrorisme en Turquie, en particulier à la suite d'une tentative de coup d'État en juillet 2016. Le rapport met en lumière l'utilisation abusive des outils de sécurité et de lutte contre le terrorisme en examinant 118 actes d'accusation contre des personnes ayant des liens présumés avec le mouvement Gülen et en identifiant les 18 critères les plus couramment utilisés pour les accusations liées au terrorisme portées contre les défendeurs.

15 personnes ont été arrêtées à Ankara pour avoir aidé les familles de personnes emprisonnées pour des liens présumés de Gülen. Similairement, la police de Mardin a arrêté 19 personnes pour avoir envoyé de l'argent à leurs proches emprisonnés.

Mustafa Said Türk, un homme grabataire de 86 ans, condamné pour ses liens avec le mouvement Gülen, a été hospitalisé peu après avoir été envoyé en prison pour y purger sa peine. Bien que l'avocat de Türk ait demandé un sursis à l'exécution de la sentence, en invoquant son âge avancé et sa maladie grave, les tribunaux de Manisa l'ont refusé.

# RÉPRESSION À L'EGARD DES KURDES

La police de Diyarbakır a arrêté trois distributeurs du journal en langue kurde Azadî.

Une administration pénitentiaire d'Ankara n'a pas livré les livres en langue kurde qui avaient été envoyés au détenu Ozan Alpkaya au motif qu'ils n'étaient pas en mesure d'examiner les livres qui ne sont pas en turc. L'administration pénitentiaire a déclaré que le détenu devait demander un traducteur et payer les frais.

Le préfet d'Istanbul a interdit une marche destinée à attirer l'attention sur la suppression de la langue kurde et sur la demande de longue date des Kurdes d'avoir accès à l'éducation dans leur langue maternelle.

Les médias pro-kurdes ont rapporté qu'une prison d'Ankara n'avait pas libéré 14 détenues éligibles à la libération conditionnelle, invoquant comme motif leur prétendu manque de remords.

Le parquet d'Adana a libéré la personne qui avait laissé des matériaux inflammables et explosifs, en vue d'un attentat, dans le bâtiment partagé par le HDP et le Parti de la gauche verte à Adana, sous conditions de contrôle judiciaire.
Les membres de la famille de la journaliste kurde Ruken Tuncel ont été victimes d'agressions racistes et de harcèlement près de leur domicile à Istanbul.

## ***Ciblage des politiciens kurdes***

Les autorités n'ont pas autorisé l'homme politique kurde emprisonné Doğan Erbaş à assister aux funérailles de sa mère.

La police de Balıkesir a arrêté quatre membres et dirigeants du HDP, dont les deux placés en détention provisoire.

La police de Kocaeli a arrêté cinq membres du HDP accusés de diffusion de propagande terroriste

## ***Ciblage de population civile***

Une vidéo circulant sur les réseax sociaux a montré un groupe de soldats engagés dans un comportement violent à l'égard de quatre bergers kurdes à Diyarbakır.

Emel Çiftçi, une musicienne kurde qui suit un traitement contre un cancer, a été arrêtée pour des accusations liées au terrorisme dans le sud-est de la Turquie, malgré des rapports médicaux confirmant son état.

Une prison d'Ankara a rejeté une déclaration de défense donnée dans le cadre d'une enquête disciplinaire par le détenu Mehdi Baştimur au motif qu'il était en kurde.

La police de Mersin a arrêté 11 personnes pour diffusion de propagande terroriste lors des célébrations du Newroz.

# RÉPRESSION TRANSNATIONALE

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies aurait reçu une plainte officielle concernant des frappes aériennes turques en Irak, qui auraient visé un hôpital civil et causé la mort de huit personnes.

Les médias ont indiqué que la Turquie avait interrompu les visites médicales du nord de la Syrie, supprimant les soins vitaux pour les Syriens gravement malades vivant dans la région.

Le ministre de la Justice, Yılmaz Tunç, a déclaré que le gouvernement turc avait demandé l'extradition de 1269 personnes vivant en exil dans 112 pays en raison de liens présumés avec le mouvement Gülen.

Emsal Koç, un ressortissant turc porté disparu au Tadjikistan le 2 juin, refait surface en garde à vue en Turquie. Il est allégué que Koç a été extrajudiciairement renvoyé en Turquie et a été arrêté à son arrivée en raison de ses liens présumés avec le mouvement Gülen.

La Cour suprême de Suède bloque l'extradition de deux personnes recherchées par la Turquie pour leur implication dans le mouvement Gülen. La Cour a déclaré que les actions des deux individus n'étaient pas considérées comme un crime en Suède. Le pays scandinave a subi une forte pression politique de la part du gouvernement turc qui a proposé l'extradition d'un certain nombre d'individus prétendument affiliés au mouvement Gülen comme condition préalable à l'approbation de l'adhésion de Stockholm à l'OTAN.

Un tribunal du Kosovo a prononcé une peine d'emprisonnement de quatre ans et huit mois à l'encontre de Driton Gashi, l'ancien chef des renseignements du pays, en raison de son rôle dans l'expulsion illégale de six citoyens turcs du pays en 2018. Les six hommes ont été arrêtés à la demande de la Turquie en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

Le journal Sabah a ciblé la politicienne néerlandaise d'origine turque Dilan Yeşilgöz dans une vidéo, se référant à elle comme "une ennemie des Turcs" et une partisane du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) interdit. Le quotidien pro-gouvernemental est connu pour publier des photos secrètes de journalistes exilés basés en Europe et mettre leur sécurité en danger en révélant leur domicile.

* Emsal Koç (à gauche) et ses proches

# RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

Reporters sans frontières (RSF) a publié une déclaration demandant au gouvernement turc de s'abstenir d'expulser les journalistes réfugiés syriens. Selon l'organisation, les journalistes risquent d'être emprisonnés, enlevés, voire tués en cas de retour en Syrie.

Le Conseil de sécurité nationale (MGK), lors de sa première réunion après la réélection du président Recep Tayyip Erdoğan, aurait discuté du retour "dans la dignité" des réfugiés syriens. Ces dernières années, le gouvernement turc a été accusé par des groupes de défense des droits humains de contraindre les migrants à signer des documents de rapatriement volontaire.

La presse britannique a révélé que le Royaume-Uni cherchait à obtenir un accord pour expulser des migrants vers la Turquie.

Le préfet d'Istanbul publie un arrêté ordonnant aux réfugiés syriens enregistrés dans d'autres provinces de quitter Istanbul avant le 24 septembre.

Des groupes de défense des droits ont annoncé que cinq ressortissants étrangers qui figuraient parmi plus de 100 personnes détenues lors d'une marche des fiertés à Istanbul risquent d'être expulsés..

Dans une vidéo qui a circulé sur les réseaux sociaux, deux policiers ont été vus en train d'agresser physiquement un migrant sénégalais à Istanbul.

Dans des images similaires, des personnes en uniforme militaire ont été vues en train de torturer des individus soupçonnés d'être des migrants en situation irrégulière.

12 ressortissants afghans détenus dans un centre de rétention à Kütahya ont été hospitalisés en raison de soupçons d'empoisonnement.

Des rapports indiquent que des gangs à la frontière turque avec l'Iran ont enlevé des réfugiés d'Afghanistan contre rançon et les ont agressés.

Un migrant marocain tentant de passer en Grèce depuis la Turquie a été blessé par balle.

Il est allegué que les autorités turques ont expulsé par erreur deux ressortissants marocains vers le nord de la Syrie.

Jamal Doumane, un ressortissant marocain, a été tué par un chauffeur de taxi à Istanbul.

Un grand groupe d'habitants locaux de Şanlıurfa a attaqué des magasins appartenant à des réfugiés syriens à la suite d'allégations d'abus sexuels sur un mineur.

Deux soldats turcs reconnus coupables d'avoir violé une réfugiée afghane lors de son refoulement en Iran ont été condamnés à un total de 69 ans de prison.

Le parquet d'Istanbul a ouvert une enquête sur la mort suspecte de Nabeel Hasan, un ressortissant palestinien, dans une prison turque, moins d'une semaine après son arrestation pour avoir participé à une bagarre.

# MINORITÉS ET GROUPES DÉFAVORISÉS

Un tribunal a réintégré le médecin transsexuel Larin Kayataş qui avait été licencié d'un hôpital public par le ministère de la Santé en 2021 pour « corruption de la morale publique ».

L'Initiative pour la liberté de croyance (İÖG) a publié un rapport qui documente un total de 36 crimes de haine fondés sur la croyance ou non qui ont été commis en 2022 en Turquie. La plupart de ces incidents visaient les alévis et les chrétiens, selon le rapport.

La députée de l'opposition Ayten Kordu affirme que les autorités discriminent les villages alévis dans les travaux de reconstruction de la province de Kahramanmaraş après le tremblement de terre.

Mehmet Çolak, un prédicateur chrétien basé à Malatya, a reçu des menaces de mort.

Une femme transgenre nommée Atiye Güney a été agressée physiquement par trois personnes non identifiées à Istanbul.

# DROITS DES FEMMES

Au moins **53** femmes ont été assassinées par des hommes tandis que **20** sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

**155** femmes ont été victimes de la violence physique.

La CEDH a déclaré dans une décision que la condition légale turque pour les femmes divorcées d'attendre 300 jours avant de se remarier constituait une discrimination et une violation des droits des femmes à la vie privée et au mariage.

# IMPUNITÉ

La CEDH a de nouveau condamné la Turquie pour la détention de 144 juges et procureurs après le coup d'État manqué de juillet 2016, ordonnant à Ankara de verser à chaque requérant 5 000 euros de dommages-intérêts non pécuniaires, pour la détention massive de juges et de procureurs après le coup d'État.

Avec ce dernier arrêt, le nombre de juges et de procureurs don't les demandes ont été acceptées est passé à 1 073.

Un tribunal d'Aydın a décidé d'acquitter cinq gardiens de prison qui ont été jugés pour la mort d'un détenu nommé Yılmaz Ekinci qui aurait été victime de mauvais traitements, invoquant le manque de preuves suffisantes.

La Cour constitutionnelle a rejeté une requête demandant la libération de prison du député de l'opposition Can Atalay. Avocat des droits de l'homme, Atalay a été condamné à 18 ans de prison par un tribunal d'Istanbul en avril 2022 dans un procès concernant les manifestations anti-gouvernementales du parc Gezi en 2013 et n'a pas été libéré malgré son élection au parlement lors des élections législatives du 14 mai et l'obtention de l'immunité parlementaire.

Le ministère turc de la Justice a déclaré dans son avis à la Cour constitutionnelle que le maintien en détention d'un député de l'opposition, Can Atalay, était légal malgré son immunité parlementaire.

* Image prise lors d'une manifestation de soutien à Vetha Aydın Yüksel

# DÉFENSEURS DES DROITS

Un tribunal de Siirt a condamné Vetha Aydın Yüksel, membre de l'Association des droits de l'homme (İHD), à six ans et trois mois de prison pour des accusations liées au terrorisme, en raison de sa défense des droits humains.

La police a arrêté La police d'Istanbul a arrêté au moins 25 défenseurs des droits rassemblés sur la rue Istiklal pour protester contre le refus des forces de l'ordre de reconnaître les décisions de la Cour constitutionnelle sur les violations des droits.

# LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Un nouveau rapport publié par la Coalition for Women in Journalism (CFWIJ) a révélé que la Turquie a le taux le plus élevé de harcèlement juridique des femmes journalistes dans le monde et se classe au deuxième rang pour le nombre de femmes journalistes emprisonnées.

Un rapport trimestriel sur la liberté des médias publié par Bianet a révélé qu'au moins 24 journalistes ont été détenus au deuxième trimestre de l'année. Le rapport indique également qu'au moins 196 journalistes ont été jugés au cours de la même période.

L'Association pour la liberté d'expression (İFÖD) a publié son rapport annuel 2022 sur la censure d'Internet en Turquie, qui a conclu que la Cour constitutionnelle était devenue un mécanisme « totalement inefficace » de recours interne. Le rapport a révélé que plus de 137 000 URL ont été censurées en 2022.

Le réseau européen des normes de vérification des faits (EFCSN) et le réseau international de vérification des faits (IFCN) ont publié un rapport conjoint selon lequel les algorithmes de recherche et les panels de connaissances de Google en Turquie font preuve d'un parti pris perceptible, favorisant les médias pro-gouvernementaux au détriment des sources indépendantes.

**Les autorités de supervision sont à plusieurs reprises intervenues aux dépens de média :**

L'autorité turque des télécommunications (BTK) a imposé une interdiction de publicité à Twitter pour ne pas s'être conformée à une loi qui renforce le contrôle des médias sociaux en exigeant des entreprises qu'elles nomment un représentant local en Turquie.

Le Conseil supérieur de la radio et de la télévision (RTÜK), l'organisme de réglementation de la radiodiffusion, a imposé une amende et une interdiction de diffusion de sept jours à la station de télévision TELE1 pour les propos du journaliste Merdan Yanardağ à l'antenne. Yanardağ lui-même avait déjà été arrêté en raison de ses commentaires sur l'isolement imposé à Abdullah Öcalan, le dirigeant emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Un tribunal administratif d'Ankara a émis une injonction sur l'interdiction de diffusion de sept jours imposée au début du mois par le RTÜK à la chaîne de télévision anti-gouvernementale TELE1 en raison de commentaires politiques à l'antenne.

Le RTÜK a infligé des amendes aux plateformes de streaming Netflix, Disney+, Prime Video, Mubi, beIN Connect et BluTV pour contenu « contraire aux valeurs sociétales et culturelles et à la structure familiale turque ».

Le RTÜK a imposé des amendes administratives aux deux chaînes en raison de la détection de « contenus érotiques » dans des clips de danse sur NR 1 Türk et de l'inclusion d'images fumantes dans une vidéo diffusée par Power Türk.

Le RTÜK impose des amendes et des interdictions temporaires de diffusion aux chaînes de télévision antigouvernementales KRT TV et TELE1 pour le contenu de leurs programmes.

Le RTÜK impose une amende et une interdiction temporaire de diffusion à la chaîne de télévision pro-opposition Halk TV.

Le RTÜK a donné un délai de 72 heures à l'édition turque de la chaîne américaine Voice of America pour obtenir une licence de diffusion sous peine d'interdiction d'accès.

# LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Le Conseil de l'enseignement supérieur (YÖK) aurait exhorté les universités privées à ne pas renouveler les contrats de travail des universitaires qui écrivent pour des médias antigouvernementaux ou qui s'adressent à ces médias.

La police a arrêté des rappeurs sous les pseudonymes Heijan, BIG et CAC pour avoir fomenté la haine et l'initié parmi le public, diffusé de la propagande au nom d'organisations criminelles et incité à commettre des crimes dans un clip vidéo. La police recherche également le rappeur Muti dans le cadre de la même enquête.

La police a arrêté 13 créateurs de contenu d'OnlyFans après qu'ils aient été vus dans une vidéo virale en train de lancer des billets de banque sur une place centrale d'Istanbul. Les détenus sont accusés de fomenter l'inimitié et la haine parmi le public.

Le parquet d'İstanbul a inculpé le maire Ekrem İmamoğlu pour avoir insulté un membre du parti au pouvoir dans le discours qu'il a prononcé lors d'une cérémonie d'inauguration, exigeant jusqu'à deux ans de prison ainsi qu'une interdiction de faire de la politique.

Il est allégué que les autorités turques avaient brièvement détenu la députée allemande Gökay Akbulut le 3 août en raison de ses publications sur les réseaux sociaux. Akbulut aurait été libérée suite à l'intervention diplomatique du gouvernement allemand.

Un tribunal d'Ankara a prononcé une peine de 10 mois de prison avec sursis contre le poète Ahmet Telli pour diffusion de propagande terroriste en raison de sa participation à un communiqué de presse en 2017.

Un tribunal d'Istanbul a prononcé une peine de prison avec sursis de cinq mois contre un mineur de 14 ans accusé d'avoir insulté le président dans une discussion WhatsApp.

Le parquet d'Ankara a lancé une enquête sur Gençosman Killik, employé d'un parti d'opposition, au sujet d'une brochure. Killik a été convoqué par la police pour un interrogatoire dans le cadre de l'enquête.

La police d'Antalya a arrêté une personne, identifiée avec les initiales N.D., pour avoir insulté le président. Elle a été placé en détention provisoire le même jour.

La police a arrêté le photographe Bilal Gabra Kısa et la mannequin Ezgi Cebeci après que les procureurs d'Ankara ont ouvert une enquête à leur sujet en raison de leur prise de photos à la mosquée d'Ankara. Les deux sont accusés de dénigrer les valeurs religieuses observées par un segment de la société. Le 16 août, un tribunal d'Ankara a statué de bloquer l'accès à au moins trois reportages couvrant l'enquête et la détention.

## ***Ciblage des journalistes***

L'Association allemande des journalistes (DJV) a conseillé aux journalistes et aux professionnels des médias d'éviter les voyages privés en Turquie en raison du "risque incalculable" d'être harcelés pour leurs critiques du gouvernement turc ou de son président.

La CEDH a ordonné à la Turquie de payer des indemnités au journaliste emprisonné Mehmet Baransu pour violation de son droit à un procès dans un délai raisonnable.

Le personnel de la prison de Diyarbakır ont confisqué les lettres, journaux et carnets des journalistes emprisonnés Abdilrahman Gök et Mehmet Şah Oruç pour des accusations liées au terrorisme.

Le parquet d'Istanbul a notifié à Celalettin Can, le porte-parole de l'Initiative des 78, la peine de 15 mois de prison qui lui a été infligée pour son travail en tant que rédacteur en chef du journal Özgür Gündem, pour une journée de solidarité avec le journal.

# LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**Plusieurs journalistes font l'objet des enquêtes et des poursuites :**

- Le journaliste américain Daniel McArdle qui se trouvait dans la province pour faire un reportage sur les manifestations environnementales contre la construction d'une mine de charbon dans une zone boisée. Arrêté le 6 août, McArdle a été maintenu en garde à vue pendant trois jours sans être autorisé à rencontrer ses avocats et a finalement été expulsé,
- Arrestation des journalistes Delal Akyüz, Fırat Can Arslan, Sibel Yükler, Evrim Kepenek et Evrim Deniz, accusés de " cibler un fonctionnaire impliqué dans la lutte contre le terrorisme ", en raison de leurs messages sur les médias sociaux concernant un couple juge-procureur impliqué dans l'enquête et les poursuites judiciaires contre des journalistes kurdes,
- Inculpation de la journaliste Ayça Söylemez pour avoir "ciblé un fonctionnaire impliqué dans la lutte contre le terrorisme", à la suite d'un article qu'elle a écrit sur les décisions d'un ancien juge qui a condamné des journalistes et des hommes politiques,
- Sıddık Güler pour désinformation en raison de ses reportages sur un incident présumé de violence physique dans un bâtiment gouvernemental de la province de Van,
- Ferhat Çelik au sujet de son reportage sur une allégation de corruption impliquant une municipalité dirigée par le parti au pouvoir.
- Fırat Can Arslan a été placé à l'isolement dans la prison d'Ankara où il est incarcéré. Arslan a été arrêté plus tôt dans la semaine en raison d'un reportage alléguant un conflit d'intérêts dans l'affaire d'un couple juge-procureur,
- Agression par des assaillants non identifiés d'Ayşe Sönmez qui couvrait les actualités à Muğla,
- Barış Pehlivan en raison de ses reportages sur un officier du renseignement turc décédé en Libye,
- Remzi Akkaya pour des accusations de terrorisme,
- Mehmet Murat Yıldırım, accusé de diffusion de propagande terroriste dans ses reportages,
- Umut Taştan qui suivait une manifestation,
- Arrestation de Kadir Bayram à Diyarbakır,
- Furkan Karabay, rédacteur en chef du site d'information Gerçek Gündem, accusé d'avoir insulté des agents publics dans des tweets qui auraient visé deux vice-ministres et un membre du plus haut tribunal du pays,
- Can Ataklı pour avoir fomenté la haine et l'inimitié parmi le public en raison de ses reportages sur l'éducation religieuse dans un jardin d'enfants municipal,
- Seyhan Avşar pour avoir rendu compte de l'abus sexuel présumé d'une fillette de 6 ans dans un hôpital appartenant au ministre de la santé,
- Diren Yurtsever à propos de son reportage sur une société locale de distribution d'électricité. Yurtsever a été convoquée par la police pour un interrogatoire dans le cadre de l'enquête,
- Hasan Sivri pour ses messages sur les réseaux sociaux concernant les tremblements de terre de février. Sivri est accusé de diffusion de fausses informations,
- La condamnation du journaliste Kadir Koç est devenue définitive qui l'obligeant à purger une peine de prison pour insultes au président et à deux anciens ministres.

# LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

## ***Censure***

Plusieurs contenus et plateformes en ligne ont été censurés, majoritairement ceux qui dénoncent les illégalités commises par le gouvernement :

- 3 reportages sur la corruption et les abus sexuels dans le rapport préparé par le ministère de la famille et des services sociaux sur le centre de soins privé Güzide d'Erzurum, au motif d'une violation des droits de la personne,

- 3 articles concernant l'arrestation du père et de l'oncle qui auraient torturé un garçon de 15 ans à Şanlıurfa, au motif d'une violation des droits de la personne, à la demande du ministère de la famille et des services sociaux,

- au moins neuf articles de presse couvrant des allégations de corruption concernant les plans de zonage du gouvernement dans la province.

- six rapports recensant les incidents de censure en ligne,

- un reportage sur le remplacement d'une juge et de son mari procureur qui a conduit à la détention de cinq journalistes le 25 juillet.

- au moins trois articles relatifs à des allégations selon lesquelles des enfants sous la protection de l'État ont été envoyés à un événement organisé par une fondation religieuse,

- au moins six articles sur les allégations de corruption judiciaire formulées par un parrain de la mafia en exil qui entretenait des liens étroits avec le gouvernement,

- au moins trois reportages couvrant des allégations selon lesquelles d'anciens dirigeants du parti au pouvoir figuraient parmi les personnes détenues dans le cadre d'une enquête sur un syndicat du crime,

- trois reportages sur un tweet publié par Melih Tanrıverdi, le dirigeant d'une société de défense proche du gouvernement,

- au moins six articles de presse couvrant un rapport de Reuters qui a révélé une enquête conjointe américano-suédoise sur la corruption impliquant le fils du président, Bilal Erdoğan,

- au moins six reportages couvrant un accident de la circulation dans lequel le fils du président, Ahmet Burak Erdoğan, a frappé et tué un artiste vocal,

- au moins trois reportages couvrant des allégations selon lesquelles des candidats pro-gouvernementaux auraient fait l'objet de favoritisme lors d'un processus de recrutement de gouverneurs de district.

# LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

## ***Interdictions***

Plusieurs arrêtés d'interdiction de manifestation ont été signés par les préfets :

- Antalya : Événements de la semaine de la fierté du 3 au 9 juillet,
- Aydin : Antalya : Événements de la semaine de la fierté à partir du 20 juillet,
- Istanbul : Concert de Grup Yorum sans justification,
- Hakkari et Siirt : Rassemblements en plein air pour 15 jours,
- Adana, Van et Tunceli : Rassemblements en plein air pour, respectivement, 4, 2 et 1 jours,
- Hatay : un concert du groupe de musique de gauche Grup Yorum sans fournir de justification et une manifestation contre l'expropriation des terres agricoles par les gendarmes,
- Mugla : une manifestation environnementale contre la mine de charbon par les gendarmes,
- Istanbul : Marche pour la sauvegarde de la langue kurde,
- Sinop : Un événement de camping du 3 au 6 août,
- Tunceli : 4 concerts dans le cadre d'un festival culturel local,
- Kocaeli : tout événement en plein air pendant sept jours avant une manifestation prévue pour la libération de Can Atalay,

## ***Arrestations et procès***

Un tribunal de Van a prononcé une peine de huit mois de prison avec sursis contre un homme du nom de Bedir Yamaç, arrêté lors d'une manifestation en 2018.

La Cour de cassation (Yargıtay) a confirmé une peine de 124 ans de prison prononcée à Mazlum İçli pour sa prétendue participation à des manifestations kurdes en 2014, malgré des preuves vidéo montrant İçli lors d'un mariage au moment des manifestations.

Plusieurs personnes ont été arrêtées lors des manifestations :

- 164 personnes par la police d'Istanbul, d'Adana et de Tunceli lors des manifestations contre les personnes détenues en garde à vue dans les années 1990,

* Un des rassemblements de Cumartesi Anneleri

# LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

- 18 personnes par la police d'Adana lors d'une manifestation de fierté, avec un député du Parti de la gauche verte (YSP) agressé physiquement.
- 20 personnes par la police de Şanlıurfa lors d'une manifestation contre les coupures de courant.
- 18 personnes ont été arrêtées par la police d'Eskişehir lors d'une marche des fiertés,
- 11 personnes dans le cadre d'une enquête sur les célébrations de Newroz tenues dans la province par la Police de Mersin,
- 20 personnes dans une manifestation sur les pannes de courant par la gendarmerie de Sanliurfa,
- 15 personnes lors d'une manifestation organisée par un parti de gauche contre la politique économique du gouvernement par la police d'Ankara,
- 46 personnes à Istanbul lors d'un événement commémoratif organisé par des organisations de jeunesse de gauche,
- 181 personnes à Istanbul, Izmir et Ankara lors de manifestations pour commémorer les victimes d'un attentat à la bombe en 2015,
- 24 personnes lors d'une manifestation environnementale à Mugla et après celle-ci,
- 7 personnes à Hatay lors d'une manifestation contre l'expropriation des terres agricoles,
- 20 personnes à Mus, un événement de campagne organisé par le HDP,
- 3 personnes à Şanlıurfa lors d'un événement de commémoration d'un politicien kurde décédé en prison
- Nurettin Koç à Istanbul pour avoir organisé un sit-in de protestation dans un parc contre la politique économique du gouvernement.
- le dirigeant syndical Mehmet Türkmen Şireci pour une marche de protestation contre les bas salaires,
- une personne ayant manifesté devant le ministère de la Famille et des Services sociaux à Ankara contre le coût de la vie élevée dans le pays.

* Affrontement des manifestants avec la police

# COLLECTIF POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

"Collectif pour la Défense des Droits de l'Homme" est un groupement basé à Paris, ayant pour but de sensibiliser aux violations des droits humains en Turquie et de créer des sources francophones en la matière.

## CONTACT

https://collectifddh.fr/

collectifddh@gmail.com

## RÉFÉRENCES ET SOURCES

Ce bulletin est rédigé grâce à

**Association Solidarity with OTHERS** située à Bruxelles

*et*

**Fondation de Turquie des droits humains (TIHV)** située en Turquie.